

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 28 septembre 2020

| Effectif légal | Présents | Procurations + Absents |
|-------------------|-----------|------------------------------|
| 25 | 22 | 3 |

N° de la séance : 06

Objet de la délibération: GEMAPI -
Maîtrise d'ouvrage déléguée - Convention
subséquente avec la commune de
Tourrettes sur Loup

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2020.104

Date de la convocation :
Le 22/09/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 9 OCT. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 8 OCT. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service

Corinne SANTAINÉ

L'an deux mil vingt et le 28 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Gilbert HUGUES, Marc MALFATTO, Georges TOSSAN

Monsieur DERMIT,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite loi MAPTAM ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les dispositions des articles L.5211-17, L.5216-5 II 2° et L.5216-5 I 5° ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 déléguant au Bureau Communautaire l'approbation des conventions cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée ;

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires, ainsi que la compétence gestion des eaux pluviales, et ce au titre de ses compétences facultatives.

La C.A.S.A. dispose ainsi de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement et de l'exploitation des cours d'eau, vallons et ouvrages pluviaux publics. Ses compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux, ...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voirie et d'espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A., en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A. et les Communes membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention cadre.

La Commune de Tourrettes sur Loup souhaite réaliser un caniveau en béton de collecte des eaux pluviales dans le village. Dans le cadre des travaux envisagés, la C.A.S.A. prendra en charge pour l'année 2020 la création de ce caniveau en béton rue des Coustasses.

Le montant des travaux est estimé à 1 665 € H.T, soit 1 998 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A. et la commune de Tourrettes sur Loup relative à la réalisation du caniveau en béton de collecte des eaux pluviales dans le village dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de cette convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A. et la commune de Tourrettes sur Loup relative à la réalisation du caniveau en béton de collecte des eaux pluviales dans le village dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de cette convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 28 septembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la Commune de
TOURRETTES SUR LOUP relative à la réalisation d'un caniveau en béton de collecte des eaux
pluviales dans le village

Liminaire :

La Commune de TOURRETTES SUR LOUP ayant approuvé par délibération n°2019/123 du 26/11/2019 la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2018.043 en date du 9 avril 2018,

Exposé des motifs :

La Commune de TOURRETTES SUR LOUP souhaite créer un caniveau en béton. Ce caniveau permettra la collecte des eaux pluviales de l'espace public dans le village. Ces travaux sont du ressort des compétences récemment transférées à la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur le planning de réalisation de cette opération, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Entre :

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A, dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par Monsieur Jean LEONETTI conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° en date du 28 septembre 2020.

Et

D'autre part,

La Commune de TOURRETTES SUR LOUP représentée par son Maire, Frédéric POMA agissant en vertu de la délibération n°,

Article 1 - Objet

La Commune de TOURRETTES SUR LOUP souhaite créer un caniveau en béton. Ces travaux permettront la collecte des eaux pluviales de l'espace public dans le village.

Le projet de la Commune impacte les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A.

En vue d'optimiser les conditions techniques et financières, la C.A.S.A. et la commune de Tournettes sur Loup s'entendent à déléguer la Maîtrise d'Ouvrage, relative de la compétence « eaux pluviales » à la commune de Tournettes sur Loup.

Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage délégué se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les éléments qui suivent :

- Le montage financier de l'opération et la recherche de subventions ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés d'études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du marché de maîtrise d'œuvre nécessaire à la réalisation de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés de coordination SPS pour l'ensemble de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération.

De manière générale, la Commune se voit donc confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité des travaux à la réception des travaux jusqu'à la fin des délais de garantie.

A réception de l'opération, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés dans la convention subséquente relative à l'opération seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A. qui en assurera la gestion.

Article 3 : Modalités de versement et de participation financière de la C.A.S.A

La C.A.S.A participera au financement total des travaux. Le montant des travaux est estimé à 1 665 €HT, soit 1 998 €TTC.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A comprend les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses.

En tant que maître d'ouvrage unique, la Commune avancera les frais engendrés. Le versement de la participation interviendra en lorsque les travaux seront entièrement achevés.

Afin de procéder au versement, la commune devra transmettre un état récapitulatif des dépenses daté et signé.

La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Article 4 : Obligations de la Commune

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

La commune remettra à la C.A.S.A. l'ensemble des documents nécessaires à la gestion ultérieure de l'ouvrage, notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés, le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages, et les notices de fonctionnement et prescriptions de maintenance.

Article 5 : Modalités de contrôle des parties

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et, à ce titre, à informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

Article 6 : Responsabilités & Assurance

La souscription des assurances, et notamment « Tous Risques Chantier » et « Responsabilité Civile » incombe à la commune en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention produira ses effets à compter de la date de sa signature par les deux parties et prendra fin à l'extinction de la période de garantie pour le parfait achèvement des travaux.

Article 8 : Modification – Résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention donnera lieu à l'établissement d'un avenant sauf cas prévu Article 3.

La résiliation de la convention pourra être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, en cas de manquement grave à l'une des obligations au titre de la présente convention.

Article 9 : Personnes habilitées à engager la commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, seul Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis,

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Sophia Antipolis**

**Le Maire de la Ville de
TOURRETTES SUR LOUP**

Jean LEONETTI

Frédéric POMA

PIÈCES ANNEXÉES

- **Plan des travaux**
- **Descriptif quantitatif estimatif des travaux relatifs au réseau pluvial**
- **Plan de financement**
- **Bordereau des prix du marché de travaux**
- **Délibération n° 2018/115/2-02, relative à l'approbation du projet de restauration de la place des Arcades**

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 28/09/2020
Numéro : BC_2020_104
Nature : DE - Deliberations
Objet : Maitrise d'ouvrage déléguée - Convention subséquente avec la commune de Tourrettes sur Loup
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 28jC0f0

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 08/10/2020
Identifiant : 006-240600585-20200928-BC_2020_104-DE

Acte reçu

Date : 28/09/2020
Numéro interne : BC_2020_104
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Maitrise d'ouvrage d'IAf@guÃf@e - Convention subsÃf@quente avec la commune de Tourrettes sur Loup
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200928-BC_2020_104-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20200928-BC_2020_104-DE-1-1_2.PDF

N